



Economie

3 % de croissance : la recette anglaise

Une grosse dose de relance monétaire ajoutée à une baisse d'impôts en contrepartie de la baisse des dépenses publiques



David Cameron, Premier ministre. Le programme économique des Tories n'aurait pas pu être mis en œuvre avec cette dureté s'il n'avait pas été présenté – et approuvé – durant la campagne électorale de 2010.

Philippe Plassart

Bye bye la crise, bonjour la croissance. Avec une progression du PIB de 3 % en rythme annuel, le Royaume-Uni affiche la meilleure performance des grands pays de l'OCDE. Un résultat que l'on envie à Paris où l'économie ne décolle pas de 0 %. Frappée de plein fouet par la crise financière de 2008, l'économie britannique partait pourtant avec de lourds handicaps : un système bancaire à plat et un secteur immobilier en déshérence. Mais à partir de 2010, le gouvernement conservateur de David Cameron, de concert avec la Banque d'Angleterre, va mettre en œuvre une politique économique qui, en conjuguant une vaste relance monétaire et une austérité budgétaire sans précédent, porte aujourd'hui ses fruits. Même si, naturellement, des interrogations subsistent, la reprise économique amorcée en 2013, d'abord stimulée par la consommation des ménages, semble en passe d'entrer dans un cercle vertueux avec le réveil de l'investissement des entreprises. "La croissance du Royaume-Uni devrait rester vigoureuse en 2015", prévoit l'OCDE.

Ingrédient n°1 : le marché contre la dépense publique

Lorsqu'en 2010 le déficit budgétaire atteint 10 % du PIB, le nouveau locataire de Downing Street n'a pas, le dos au mur, d'autre choix que d'agir pour redresser les finances publiques. "Les Britanniques ont accepté un plongeon de leur PIB pour se restructurer. Ils ont commencé par souffrir en restructurant leurs dépenses publiques de façon considérable en jouant le marché contre la dépense publique", analyse Arnaud Vaissé, président directeur général d'International SOS et co-fondateur du cercle d'Outre-Manche qui vient de publier un rapport (La France et le Royaume-Uni face à la crise – 2008-2014). Le gouvernement va procéder à un allègement sans précédent de la sphère publique, nationale mais aussi locale.

"En % du PIB, le poids des dépenses publiques recule de 47 % à 43,8 % en moins de trois ans"

En % du PIB, le poids des dépenses publiques recule de 47 % à 43,8 % en moins de trois ans, selon les chiffres de l'Institut de l'entreprise. Les dépenses publiques sur lesquelles reposent 80 % de l'effort budgétaire ont diminué de 1,7 % en termes réels. La réalité de cet effort est toutefois contestée par les experts de l'OCDE. Selon ces derniers, l'effort structurel cumulé sur la période 2010 à 2013 a atteint 2,7 point de PIB au Royaume-Uni, moins que la France sur la même période (3,9 point de PIB). Quoi qu'il en soit, les coupes dans les budgets des ministères ont été bien réelles, n'épargnant pas les fonctions régaliennes : transports – 32 %, "local government" – 43 %, culture – 24 %, justice et police – 19 %. Dans le même temps, environ 550 000 postes publics ont été supprimés (objectif à terme 1 million). Des suppressions facilitées par le fait que les fonctionnaires britanniques relèvent de contrats de droit privé et non du statut de l'emploi à vie comme leurs homologues fonctionnaires. "Cette restructuration des moyens a été l'occasion d'une redéfinition des contours de l'intervention publique. Avec à chaque fois cette question : l'Etat est-il l'opérateur le plus pertinent pour mener l'action ?", explique Eudoxe Denis, directeur des études à l'Institut de l'entreprise. La gestion des aides au retour à l'emploi a ainsi été confiée à des prestataires privés rémunérés à la performance et la moitié des lycées ont été transformés en "academies" entièrement autonomes dans la gestion des personnels. Le géant privé de l'informatique, Cap Gemini, a repris une grande partie des activités de gestion administrative. Et une partie des fonctionnaires concernés par les licenciements (un sur dix environ) ont été reconvertis dans des "mutuelles" de services publics.

"Parallèlement à ces suppressions d'emplois publics, le marché du travail britannique, l'un des plus flexibles, a créé 1,2 million d'emplois marchands depuis 2010. Ainsi plus de deux emplois sont créés dans le secteur privé pour un suppression d'emploi dans la fonction publique."

Parallèlement à ces suppressions d'emplois publics, le marché du travail britannique, l'un des plus flexibles, a créé 1,2 million d'emplois



marchands depuis 2010. Ainsi plus de deux emplois sont créés dans la secteur privé pour un suppression d'emploi dans la fonction publique. "Des emplois en majorité de travailleurs indépendants avec souvent à la clé des baisses de revenus assez sensibles", tempère Nathalie Dezeure, économiste chez Natixis.

Ingrédient n°2 : la redistribution de la baisse des dépenses publiques par l'impôt

Pour Arnaud Vaissié, le point essentiel expliquant la réussite britannique tient au fait que les impôts ont diminué concomitamment à la dépense publique. Et ce sont les entreprises qui ont été les premières bénéficiaires de cette bascule. En programmant une baisse de l'impôt sur les sociétés de 1 point pour l'amener à 20 % – un taux parmi les bas d'Europe, hormis l'Irlande -, le gouvernement a mis en œuvre une puissante politique favorable à l'offre.

« Exactement l'inverse de ce qu'a fait la France : poursuite de l'augmentation du pouvoir d'achat, augmentation de la dépense publique et pour réduire le déficit, augmentation des impôts. Avec au final : l'étouffement de notre économie. »

"Les réductions de transferts et le gel des rémunérations des fonctionnaires ont pesé sur le pouvoir d'achat. Mais il y a eu redistribution par l'impôt de la baisse des dépenses publiques", explique Arnaud Vaissié. Exactement l'inverse de ce qu'a fait la France : poursuite de l'augmentation du pouvoir d'achat, augmentation de la dépense publique et pour réduire le déficit, augmentation des impôts. Avec au final : l'étouffement de notre économie.

Ingrédient n°3 : une relance monétaire à grande échelle

Pour beaucoup d'économistes, le redressement de l'économie britannique doit cependant tout à la relance monétaire orchestrée par la Banque d'Angleterre en dehors de la zone euro. "En procédant à des achats d'actifs massifs, la Banque d'Angleterre a injecté dans l'économie une quantité de monnaie équivalente à 9 points du PIB", pointe Denis Ferrand, directeur au COE-Rexecode. La diminution rapide des taux d'intérêt à un niveau plancher de 0,5 % par la Banque d'Angleterre a permis à bon nombre de ménages endettés à taux variable de renégocier à la baisse leur taux d'emprunts. Et de bénéficier d'un ballon d'oxygène en pouvoir d'achat qui a agi comme un puissant stimulant à leur consommation. La baisse des taux d'intérêt a eu aussi un impact sur le cours de la livre qui a perdu le quart de sa valeur avant de se redresser. L'argent, il n'en manque pas non plus à la City qui s'est remise de la crise. L'économie financière tourne à nouveau à plein régime. Les entrées nettes de capitaux dans le pays – investissements directs ou de portefeuilles – s'élèvent à nouveau à plusieurs points de PIB chaque année, signe d'une attractivité retrouvée. Un tel afflux de capitaux n'est d'ailleurs pas sans poser de problèmes : certains experts voient déjà dans la reprise des prix de l'immobilier les signes avant-coureurs d'une prochaine bulle financière et d'une prochaine rechute de... l'économie.

Ingrédient n° 4 : l'atout de la prévisibilité

Le programme économique des Tories n'aurait pas pu être mis en œuvre avec cette dureté s'il n'avait été présenté – et approuvé – durant la campagne électorale de 2010. Grâce à quoi , David Cameron a pu tenir les deux premières années de son mandat durant lesquelles il a été terriblement critiqué. Mais aujourd'hui, n'étaient les incertitudes sur l'avenir de l'Ecosse, les résultats sont là et la confiance est revenue au Royaume-Uni.

« On peut être pour ou contre la politique menée mais au moins cette politique est dénuée d'ambiguïté, ce qui donne de la visibilité à tous », témoigne Sophie Pedder, journaliste à The Economist. »

"On peut être pour ou contre la politique menée mais au moins cette politique est dénuée d'ambiguïté, ce qui donne de la visibilité à tous", témoigne Sophie Pedder, journaliste à The Economist. De la visibilité, les Britanniques en auront besoin encore car avec un déficit budgétaire qui s'élève toujours à 5 % du PIB et une dette à 92 % du PIB en 2014, le Royaume-Uni n'a fait que "la moitié du chemin" sur la voie du redressement, souligne Eudoxe Denis.

Publié le 16/09/2014

[Voir tous les articles de Philippe Plassart](#)

[Les autres articles](#) : Capitalisme | Economie | Europe | Libéralisme | Politique | Marchés financiers | Philippe Plassart